

## ESQUISSE DE L'EVOLUTION DU GRAND DOMAINE EN ANDALOUSIE OCCIDENTALE

L'Andalousie est l'une des terres classiques du latifundium en Europe. Sur une carte de répartition de la propriété, ancienne ou récente, les possessions se fragmentent du Sud de la Péninsule vers le Nord, pour aboutir au minifundium. Cette structure foncière a imprimé sa marque au paysage : entre les gros bourgs très éloignés les uns des autres, on voit pointer de vastes bâtiments blancs, sur le sommet des ondulations surtout, à moins que ce ne soit un portique majestueux portant un nom sonore qui indique le chemin d'une construction enfouie dans les oliviers, et dont on ne voit dépasser qu'une grosse tour, qui intrigue. Il faut aller en Sicile, dans le Sud de l'Italie, dans le Sud Portugal, pour trouver une présence aussi lourde de la grande propriété, en restant dans le domaine méditerranéen.

Il convient cependant d'introduire sans tarder des nuances dans cette vue trop classique. D'abord l'Andalousie est un vaste pays : le nom est revendiqué par un ensemble de 16 provinces qui vont de la côte orientale de la Méditerranée à la frontière portugaise. Dans la partie Est, qui correspond à l'ancien royaume de Grenade, le phénomène "grand domaine" existe mais se dilue dans une répartition relativement fragmentée. La présente étude ne concernera que la partie occidentale, ou Basse Andalousie, formée de la plaine du Guadalquivir et de ses deux bordures montagneuses. Seconde nuance : dans cet espace géographique on trouvera, certes, et en position de domination, le grand domaine, mais deux restrictions s'imposent. La première, qu'il ne règne pas sans partage ; le petit et le moyen propriétaire, exploitant ou non, sont des personnages sociaux qui ont toujours compté en Andalousie. La seconde, qu'il ne faut pas confondre grande pro-

priété et grand domaine d'exploitation, intégré, sous une direction unique. Ces restrictions introduisent deux problèmes. Le premier, que nous laisserons de côté, s'interroge sur les relations entre grande et petite exploitation : comment un équilibre s'est-il instauré ? Pourquoi le lion a-t-il toléré des moutons à ses côtés ? La réponse n'est pas évidente. Le second concerne les rapports entre grande propriété et grande exploitation : nous allons y arriver, mais dans une première partie nous laisserons à l'expression "grand domaine" son ambiguïté, celle qu'elle a eu dans la plupart des débats qui lui ont été consacrés.

Commençons en effet par quelques indications sur la façon dont le problème a été historiquement posé. Il est paradoxal, vue les résonances politiques de la question qu'aucune étude d'envergure ne lui ait été consacrée, tout au moins dans une perspective historique. Ce n'est pourtant pas faute d'une dénonciation du phénomène, de ses conséquences économiques ou sociales, de la part d'observateurs ou d'hommes politiques, et d'une défense et illustration, par d'autres. On a ainsi une abondante littérature, qui ne saurait toutefois tenir lieu d'analyse historique, ni même fournir à celle-ci des bases et des informations de confiance. Le débat est devenu plus chaud à deux époques.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans la critique des Lumières, se mêlent des arguments de rationalité économique et de justice sociale, mais avec une nette prédominance des premiers. Le grand domaine andalou, aux yeux des "Illustrés", est avant tout sous-exploité, peu productif ; il tolère les friches et le chômage, ces deux scandales pour la Raison ; par là, il est responsable du faible peuplement du pays - tous les voyageurs en effet décrivent l'Andalousie comme un désert - et de la misère populaire. A y regarder de plus près, toutefois, cette critique "philosophique", qui n'est encore que "vive", ne vise pas le grand domaine en lui-même. Chez un Floridablanca, un Campomanes, un Olavide, dans tel préambule de dé-

cret de Charles III, ce qui est dénoncé c'est la coexistence scandaleuse d'immenses surfaces aux mains de quelques hommes ou d'institutions, qui n'ont ni le désir ni les moyens de les mettre rationnellement en valeur, et d'un non moins immense prolétariat rural dont on laisse les bras inoccupés. "Des terres sans bras, des bras sans terre". Sur les mêmes lieux, la formule est déjà estampée. Ces libéraux convaincus, ou ces dirigistes modérés, n'ont semble-t-il, pas lu les Physiocrates, mais ils considèrent la propriété privée comme sacrée, et aspirent à régénérer le grand domaine plutôt qu'à le fractionner. Ne suffit-il pas, pour atteindre ce but, d'un "Etat éclairé", qui légiférerait sagement, prudemment, et de convertir les grands propriétaires en chefs d'entreprise à la fois actifs et conscients des possibilités du profit comme du bien public ? Cependant nos Philosophes reconnaissent aussi comme légitime l'aspiration des meilleurs travailleurs à la petite propriété ; or il existe un moyen de la satisfaire sans toucher à la propriété privée : les terres publiques, de l'Etat, des communes, des collectivités, abondent et surabondent ; ce sont elles que l'on répartira - en attendant le moment opportun pour leur ajouter les terres de l'Eglise, considérées comme les plus mal exploitées.

A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, le débat tourne du vif à l'incandescence. La critique est désormais le fait de gens qui ne sont pas liés au pouvoir ni à l'oligarchie foncière. Elle est la traduction, sur le plan idéologique, du grand mouvement de protestation sociale qui a secoué les campagnes andalouses, à partir de 1860 environ, et qui a bien vite pris les couleurs de l'Internationale et de l'Anarchisme bakouninien. La question de la répartition des terres, le fameux slogan de "el reparto", a été posée avec une force qui semblait irrésistible. Des idéologues et hommes politiques non révolutionnaires ont alors préconisé une réforme agraire, qui diviserait les trop grands domaines, comme moyen d'éviter une révolution sociale. C'est ainsi que, dès les années 60, Fermin Caballero, politicien libéral et académicien respectable, met en avant la solution du "coto redondo", c'est-à-dire la propriété familiale, moyenne, bien enclose, qui a déjà

préservé la France, et certaines provinces espagnoles du Nord comme la Navarre, de la contagion révolutionnaire. Toute une école "sociale", réformiste, propagera cet idéal, qui inspirera finalement la seule réforme agraire jamais tentée en Espagne, celle de la République modérée, en 1933. La poudrière andalouse a ainsi attiré à ce moment les docteurs et les experts étrangers, qui ont proposé généreusement diagnostics et remèdes sous forme soit d'innocentes thèses de droit, soit de pathétiques dénonciations de la misère andalouse dans des revues de Londres ou de Paris (A. Dauzat, J. Costedoat-Lamarque, A. Marvaud, H. Cavallès, etc...). Dans sa Géographie Universelle, le géographe anarchiste Elisée Reclus recueillit cette image, désormais classique du "problème agraire andalou". Le grand domaine eut tout de même ses défenseurs, il est juste de le dire, mais sur la défensive, et peu d'observateurs, en 1900, en 1919, ou en 1931, auraient parié sur sa survie jusqu'en... 1975, et au delà !

On ne saurait s'étonner de l'indigence de la perspective historique de ces "débaters" : ce n'était ni leur affaire ni leur métier. Tous véhiculent quelques lieux communs, depuis le "latifundium perdidere italiam" de Pline, jusqu'à la panacée du crédit agricole. Leur intérêt demeure certain pour l'histoire des idées politiques ; il est quasi nul pour l'histoire économique.

Terre d'élection du latifundium, l'Andalousie l'est-elle aussi de la grande exploitation ? Si oui, dans quelle mesure ? Quels sont les rapports entre propriété et mise en valeur ?

Commençons par un rapide périple en descendant le temps. Il est certain que le latifundium existait dans la Bétique romaine, qui correspond en gros à l'Andalousie Occidentale, et qu'il existait aussi le grand domaine dirigé par le "villicus". Mais nous ignorons quelle proportion du sol ils couvraient, et quel était le statut des cultivateurs indigènes, plus ou moins romanisés. Cependant les res-

tes de villae romaines sont trop nombreux dans la région pour qu'on puisse douter de l'importance du grand domaine antique (1). Mais ses caractères et son fonctionnement interne nous échappent presque complètement.

Quant aux Musulmans, rien n'indique qu'ils aient opéré un remaniement général de la structure foncière après la conquête, mais notre documentation est extrêmement maigre. Bien connu, par contre est le transfert de propriété entraîné par la Reconquête chrétienne, au milieu du XIIIe siècle ; des "repartimientos", textes de la répartition des terres par le souverain aux vainqueurs, ont été publiés, notamment celui de Séville, riche et détaillé à souhait. Mais ils sont loin de satisfaire toute notre curiosité : si on y voit figurer de vastes propriétés, on ne sait pas si elles résultent ou non d'un redécoupage du territoire, d'une concentration peut-être, et ce genre de document est naturellement muet en ce qui concerne le mode d'exploitation. Les propriétaires ont changé, mais les domaines ? - Malgré ces incertitudes, on devine à travers maints documents et l'archéologie, une continuité frappante, certes, de certains grands domaines, de l'époque pré-romaine à nos jours - mais combien, et que représentent-ils dans l'ensemble, par rapport à ceux qui, ou bien ont volé en éclats, ou bien se sont constitués par rassemblement à une époque tardive ? Notre ignorance est grande.

En tout cas, le tableau des propriétés, d'ailleurs fragmentaire, que nous obtenons par les "Repartimientos" ne peut pas être "descendu" ensuite vers les temps modernes : loin de se fossiliser, la propriété foncière a connu ici une grande mobilité à la fin du Moyen Age (mi XIIIe- début XVIe siècle). L'évolution s'est faite, me semble-t-il, dans le sens de la concentration, et je pourrais montrer à l'œuvre de grands rassembleurs de terres : grands seigneurs comme les Rivera, qui accumulent les biens-fonds, les privilèges, et les titres ; ordres religieux comme les Hiéronimites. Je pense donc qu'à côté des grands domaines issus de la plus haute antiquité, d'autres se sont constitués dans cette période fluide et dynamique

---

(1) voir le travail de M. Ponsich : Implantation rurale antique sur le bas-Guadalquivir, Madrid, 1974.

du Bas Moyen Age, pendant laquelle l'Andalousie se repeuple à vive allure. Nous aimerions disposer de plus de cas pour aboutir à une vision plus quantitative, avancer un pourcentage entre anciens et nouveaux domaines.

Renversement de tendance à l'époque moderne : la propriété va se geler progressivement, la mobilité devenir graduellement nulle. La main-morte ecclésiastique, les majorats nobiliaires, les terres publiques, toutes ces catégories sont déclarées inaliénables par des lois qui ont, comme toujours, sanctionné sinon un état de fait, du moins une tendance spontanée. Cependant, pendant plus de deux siècles, les classes sociales non possédantes semblent s'être accomodé de cet "amortissement" du sol : pas de mouvement revendicatif, même pas de jacquerie. La raison semble tenir dans l'existence de vastes surfaces inexploitées qui ont permis à tous les candidats exploitants disposant des moyens minima - un attelage, un peu de numéraire - de s'installer. Mais à partir du milieu du XVIIIe siècle la montée de la population, la constitution d'une bourgeoisie, urbaine et rurale, avide de la considération que donne la propriété terrienne, et aussi de profits non négligeables, j'essaierai de le montrer plus loin, ont rendu plus sensible, et bientôt insupportable l'accumulation de la terre en peu de mains, toujours les mêmes, de plus, depuis des siècles.

Au XIXe siècle les Libéraux au pouvoir vont réaliser le programme de l'illustration, dégeler la propriété rendue au marché libre par la suppression des mainmortes et des fideicommiss. Mais ils ne toucheront pas, bien au contraire, à la grande propriété. Les lois du marché, de leur côté, joueront plutôt en faveur de la grande exploitation. De nos jours, alors que le XXe tire vers sa fin, les grands domaines andalous viennent d'être encore consolidés et même agrandis par le triomphe d'un puissant capitalisme agricole débarrassé de tout relent de l'ancien régime agraire, résultat du développement économique des dernières décennies (2).

---

(2) Le sujet a suscité ces dernières années une immense littérature de "sociaux-scientistes", évidemment de valeur inégale. Une bonne étude est celle de J. Martinez Alier, Juan : Labourers and landowners in Southern Spain, Londres, 1971

Abordant maintenant la question des rapports grande propriété / grande exploitation, remarquons d'entrée que les dimensions des latifundia étaient telles qu'il était matériellement impossible de les faire coïncider avec l'exploitation, même la plus extensive. Deux modes de faire-valoir ont donc coexisté, depuis le Moyen Age au moins : le direct, et le fermage. Le second a toujours été le plus répandu, mais le premier n'a jamais été absent à aucune époque, même, et je dirais surtout, en temps de crise. Un grand propriétaire, donc, dans une immense propriété concentrée qui peut atteindre plusieurs milliers d'hectares, voire dépasser la dizaine, découpe un certain nombre de domaines d'exploitation dont la taille varie généralement entre 200 et 1 000 ha. Au dessous du premier chiffre, on trouve des exploitations assez nombreuses, qui ou bien échappent à la grande propriété, ou bien attendent l'occasion de s'intégrer à une unité plus vaste. Au dessus du second, on trouve un certain nombre de pâturages et des terres en friches ; par exemple, la plus vaste propriété-exploitation d'un seul tenant du duc de Medina Sidonia bordait la frontière portugaise et s'étendait sur 1 500 ha. En fait, il se produisait un mouvement de balancier entre la grande et la moyenne exploitation, mouvement commandé par la conjoncture longue. La superficie moyenne des grandes exploitations se situait vraisemblablement autour de 3 à 400 ha. Contrairement au régime de la propriété, celui de l'exploitation n'est pas stable. Tout au long de la période moderne, en effet on voit se créer de grands domaines, par deux processus. Ou bien des unités énormes se divisent en passant d'un système de mise en valeur très extensif à un autre qui l'est moins - le plus souvent il s'agit de forêts claires ou de pâturages qui sont convertis en fermes de culture. Ou bien de petites exploitations indépendantes s'agrègent, à la faveur d'un héritage, d'une alliance matrimoniale, d'un achat (rare), ou encore pour répondre à l'incitation de la conjoncture : le domaine s'arrondit.

Quatre exemples de répartition sont donnés par le tableau n° 1, concernant des municipes de la "campiña" dans lesquels le plus gros propriétaire est un

aristocrate de haute volée. Il ne s'agit que des exploitations céréalières, à l'exclusion des autres (mais ce sont les plus nombreuses), et uniquement de celles appartenant à ce seigneur-proprétaire. Ce tableau montre surtout que le même propriétaire (Coronil, Utrera, Cañete) répartit très différemment sa propriété latifundiaire en exploitations et que dans deux communes voisines et en tout point comparables (Utrera, Osuna) deux grands aristocrates adoptent une répartition bien distincte. Les superficies indiquées peuvent paraître modestes. La limite supérieure est liée à des conditions objectives, techniques et économiques. C'est elle qui permet, probablement, l'utilisation la plus rationnelle, dans le cadre des systèmes d'exploitation et de culture en vigueur, des facteurs de production : une étude économétrique à partir d'une bonne comptabilité, permettrait de s'assurer de l'existence de cet optimum. Plus simplement encore, elle correspond à la dimension maximum autorisant une bonne gestion unifiée, par le fermier ou par le régisseur. Je ne vois pas comment expliquer autrement ce nivellement, par une tradition par exemple, car il faudrait alors expliquer comment cette tradition a pu s'enraciner, ce qui ne ferait que reculer le problème. Par contre, il est possible que, rationnelle au XVe ou au XVIe siècle, la limite maximale soit devenue pure tradition au XVIIIe, dans un contexte économique différent. Cette remarque pose le problème déjà évoqué de l'évolution des dimensions des exploitations au cours du temps, et de la mise en relation de cette éventuelle variable avec d'autres, les prix par exemple, et surtout la population. Je me contenterai d'indiquer que l'examen d'un certain nombre de cas laisse penser, en effet, qu'il y a eu des époques de resserrement et d'autres d'extension de ces dimensions.

Ce grand domaine andalou ainsi présenté dans sa genèse et dans ses dimensions, quelles sont ses caractéristiques ? Et d'abord, que produit-il ? Essayons d'appeler le vocabulaire à l'aide : c'est une façon de faire les présentations. A

l'origine, au Moyen Age du moins, la nomenclature renvoyait surtout au mode d'appropriation, non d'exploitation : un donadio c'est le grand domaine reçu du roi au cours d'un "repartimiento", après la reconquête ; un heredamiento ou une heredad, c'est la propriété transmise en héritage, ou par une dot. Le mot cortijo, peut-être d'origine arabe, est d'abord peu employé, et comme une variante des précédents ; puis il évolue sémantiquement et en vient à désigner le grand domaine de céréaliculture. Alors se glisse le mot hacienda, qui a fait fortune en Amérique, pour désigner l'exploitation viticole ou / et oléicole. Mais attention : le nom une fois enraciné ne varie plus, même si l'exploitation elle change de finalité. Aussi dès le XIXe siècle, et encore plus de nos jours, le vocabulaire est-il perverti. Enfin la dehesa est essentiellement, mais pas uniquement, l'exploitation d'élevage. Ce tableau exigerait des nuances, la réalité est beaucoup plus complexe, mais il peut nous suffire pour caractériser le grand domaine en Andalousie. Celui-ci peut consister en un seul cortijo, ou une hacienda, plus rarement en une dehesa avant le développement des élevages de "toros bravos" au XIXe siècle. Le cas le plus typique, cependant, qui représentait l'idéal du gros laboureur, il y a peu d'années encore, c'était la réunion, la conjonction des trois éléments fondamentaux : des terres à blé, des vignes et oliviers, une bonne dehesa - cette dernière absolument nécessaire pour nourrir les bêtes de travail. Une seconde caractéristique, majeure, découle de la première : l'éclatement de la grande exploitation. Il est rare en effet de rencontrer une exploitation réunissant sous les mêmes limites les 3 ou 4 éléments désirés. Le domaine comporte donc d'abord, un noyau, autour des bâtiments : les jardins, la vigne (à surveiller de près), un enclos pour le bétail, l'indispensable aire à battre, et les pressoirs. Puis, à des distances variables, pouvant atteindre plusieurs lieues, les terres à céréales, celles à oliviers, et la dehesa, plus ou moins éloignées les unes des autres. Même lorsque l'exploitation est plus spécialisée, par exemple en vigne ou en olivier, le centre d'habitation et d'élaboration des produits peut se trouver situé assez loin des terres, dans

le bourg ou dans la ville : cas fréquent pour les vignobles de Xerez, par exemple. C'est cette structure que j'appelle "le grand domaine éclaté". Notons qu'elle entraîne de longs déplacements des hommes, donc du temps gaspillé, et des produits aussi, donc des frais de transport interne. Autre caractéristique : le cortigo ou la hacienda n'est pas un centre de vie autonome, à la différence de la hacienda mexicaine par exemple, l'exploitation n'est donc pas parfaitement rationnelle du point de vue économique.

La recherche d'une certaine polyculture ne correspond pas essentiellement, comme dans le cas de la paysannerie française, au souci de diviser les risques de mauvaise récolte. Elle est plutôt imposée par la faiblesse du capital de l'exploitant. Elle lui permet de limiter les dépenses en numéraire : non seulement il nourrit sa famille (et celle du maître, le cas échéant), avec les produits du domaine, mais il paye aussi en nature une bonne partie des salaires de ses ouvriers. Cependant le gros laboureur ne cherche pas à réaliser un équilibre entre les diverses productions. Au contraire, l'une d'elles est privilégiée : celle que le sol favorise, ou la situation de l'exploitation. La production dominante donne alors le seul surplus mis sur le marché, procurant le numéraire nécessaire. Les autres épaulent, complètent, et assurent aussi, bien sûr, en cas de crise le succès de l'opération survie. On a donc affaire à ce que j'appellerai une économie de "spéculation limitée", signe d'un état d'inachèvement du marché. Malgré Séville, malgré Cadix, malgré Potosi.

Peut-on connaître le degré de rentabilité de ces domaines ? A priori, leur permanence multiséculaire, sans changement majeur, plaide pour un profit moyen : négatif, le domaine se serait morcelé, ne se serait pas si bien défendu contre tous les partageux et les moralistes ligués dans la dénonciation ; très élevé, le domaine aurait avalé les petites et moyennes exploitations avec lesquelles il coexistait. Mais est-il possible de mesurer, d'avancer des chiffres ? Je vais le faire, en attirant l'attention sur les périls de l'exercice. Je dispose en effet d'un cer-

tain nombre de comptabilités, disons une douzaine, à différentes périodes, du Moyen Age à la fin du XIXe, mais les plus complètes au XVIIIe. Il ne s'agit presque jamais de "comptes d'exploitation" au sens contemporain du terme, mais généralement du seul "compte en numéraire", qui comptabilise les entrées et sorties d'argent, de monnaies ; le reste, les sorties de produits, nous échappent, et par conséquent le produit global. Je ne vous présente pas un véritable "échantillon", seulement quelques exemples dus aux hasards de la conservation des documents, et je donne les résultats de mes calculs comme provisoires. Un mot sur la façon dont ils ont été obtenus. Le "produit brut" est la valeur des productions, avant tout prélèvement ; les quantités récoltées sont parfois données par le document : c'est le cas pour la Hacienda de Quintos. A défaut, elles sont reconstituables par deux procédés. Soit à partir des salaires versés, lorsqu'il s'agit de travaux à la tâche, mais il faut connaître les rendements, divers et successifs au cours des opérations de traitement, lorsqu'il s'agit d'huile ou de vin. Soit à partir des dîmes : le document indique souvent leur montant, et dans le cas du cortijo de Las Pilas j'ai eu la chance de les trouver dans les archives de la cathédrale de Cordoue. Les "dépenses globales" ajoutent aux frais comptabilisés (salaires, matériel, impôts) tous les prélèvements : dîmes, autoconsommation... Le bénéfice est calculé sur ces dépenses globales, c'est-à-dire sur le capital d'exploitation, circulant, mais on peut, dans quelques cas, le calculer par rapport au capital fixe, c'est-à-dire la valeur des terres, des bâtiments et du cheptel ; je l'ai fait pour le cortijo Mariscalá, mais la signification de ce résultat est discutable dans le système économique en vigueur. Je donne un second résultat : la ventilation des frais de culture, des investissements, et des contributions, en pourcentage des "dépenses globales".

Quels enseignements peut-on tirer de ces cinq cas ? Au milieu du XIVe siècle la hacienda Santillan, à 6 lieues de Séville, dans l'Aljarafe, est en plein essor : le propriétaire, un négociant sévillan, investit : il plante des vignes, répare les bâtiments, fait venir des outils de Flandre, où il envoie son huile. Il le peut

par le seul jeu de l'investissement : les rendements sont bons (12 arrobes/aranzada, soit 4,40 hl/ha, en huile), le taux de profit, si l'on en juge par quatre récoltes, élevé (3). C'est un "domaine éclaté" typique, et la production est diversifiée, avec une dominante : l'huile ; les autres (grains, vin) sont déficitaires (4). Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la hacienda de Quintos, à deux lieues de Séville, que son propriétaire, le duc de Medinaceli, travaille à son propre compte, lui assure un excellent 67 % sur près d'un quart de siècle. Il s'agit d'une quasi monoculture oléicole : les grains ne prennent de la place, sous les oliviers probablement, qu'en cas de prix excessivement élevés, et sont destinés surtout aux animaux de travail. Au milieu du siècle, les frères de Saint Jean de Dieu alimentent en partie les malades de leur hôpital San Lazaro, de Cordoue, grâce à son cortijo de Las Pilas, situé au cœur de la riche "campiña" cordouane. Le profit est moins élevé qu'à Quintos, mais encore honorable, et une seule année sur dix est déficitaire. La différence s'explique probablement par le choix du système de culture : un équilibre entre huile, céréales et élevage ; l'aristocrate, lui, était allé hardiment vers la spéculation la plus rentable : les bons Frères s'en aperçoivent d'ailleurs, et en déplaçant leur exploitation vers l'élevage font plus que doubler leurs gains, entre le milieu et la fin du siècle. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le négociant "américain" (un andalou installé au Mexique) Francisco Duran est moins chanceux avec ses investissements fonciers dans les oliveraies de Carmona, pourtant si recherchées ; et encore n'ai-je pas pris en compte les lourds "censos" hypothécaires qui grèvent ses propriétés ! Ses héritiers se débarrasseront au plus vite de ces machines à déficit, mais il semble bien que seule la gestion soit à incriminer : on ne passe pas si facilement du comptoir à la hacienda !

---

(3) moyenne 56,3 %, mais il manque des années intermédiaires pendant lesquelles la récolte a été faible. Cette moyenne est donc trop élevée. . . .

(4) Cette courte analyse est tirée de l'étude de Antonio Collantes de Teran qu'il a eu l'amabilité de me communiquer en manuscrit. Elle a été ensuite publiée dans les Actas de las primeras Jornadas de Metodología aplicada a la Ciencias Historicas, Santiago de Compostela, 1975, tome I.

Sautons enfin un siècle : le cortijo de Mariscala, dans la "campiña" de Jerez, est exploité, dans les années 1870, par un gros négociant en vins, les fameux vins du pays ; il possède des vignes, mais a voulu essayer les autres spéculations agricoles. Jugé sur 4 ans, son bénéfice est plus qu'honorable : près de 30 % mais notons que c'est encore l'huile qui en assure la meilleure part. Par rapport au capital investi, le profit : 11 % est élevé pour une activité agricole.

D'où proviennent ces profits ? L'examen des postes de dépense donne une première idée : la lourdeur de la dfme est compensée par la faiblesse du prélèvement de l'Etat, l'entretien des bâtiments et du matériel n'est qu'une petite charge, les salaires représentent, sans surprise, plus de la moitié des dépenses (sauf à Pilas, mais je crois sous-évaluée la part en nature). Ces quelques exemples ne peuvent être tenus à priori pour représentatifs de leur époque respective, mais rien n'indique non plus qu'ils soient exceptionnels : une vérification par comparaisons ou par tests s'imposerait. Ils ne jalonnent pas non plus toute la conjoncture du profit, sur 6 siècles, il faut être très prudent en les comparant entre eux ; notons toutefois que le coût global des salaires a diminué dans les dépenses au XIXe siècle : confirmé, ce fait expliquerait bien des choses, y compris dans le domaine politique.

L'impression la plus frappante est celle de la continuité : des pratiques culturelles, des systèmes de culture, bref de la vie intime du domaine, et de l'économie agraire en général, du milieu du XIVe à la fin du XIXe siècle. Aucune révolution, technique ou économique, ni sociale (dans la structure de la propriété). Quel contraste avec l'Angleterre, qui offrait un modèle assez proche d'agriculture ! Toutefois, à Mariscala, peu après 1870, des nouveautés étranges ont surgi, que quelques mots nouveaux apparus dans les livres de comptes résumeront : machine à vapeur, guano, assurance des récoltes, d'une part ; et grève, agitation sociale, propagande anarchiste, de l'autre. Un monde rural figé depuis cinq siècles entre dans l'ère des bouleversements.

Tableau 1

## DISTRIBUION DE LA SUPERFICIE DES GRANDES EXPLOITATIONS (en ha)

Cortijos seulement dans quatre communes de la Campiña, au XVIIe ou XVIIIe siècle. Nombre de domaines.

	El Coronil	Utrera	Osuna	Cañetes de las Torres
1 > 1 000	0	2 (3)	0	0
2 - 999-500	2 (1)	7	0	0
3 - 499-250	3	5	0	6
4 - 249-100	19	11	14 (4)	33
5 ≤ 99	7 (2)	0	45 (5)	7 (6)
Total	31	15	59	46
médiane	148	570	71	143
moyenne	204	614	80	171
% superficie totale des terres à céréales	100 %	17.7 %	9.8 %	100 %

(1) 780 et 678 ha

(2) 78 à 100

(3) 1129 et 1107

(4) maximum = 217

(5) minimum = 12

(6) minimum = 64

Tableau 2

## HACIENDA DE SANTILLAN

à Pilas, 6 lieues (esp.) de Séville

de 1 338 à 1 366 = 163 ha d'oliviers, 9 ha de vignes, 109 ha de céréales

Vastes pâturages	}	1 359 - 1 360 .....	41 %
		1 361 - 1 362 .....	60 %
profit (bénéfices / dépenses)		1 363 - 1 364 .....	60,8 %
		1 364 - 1 365 .....	63,6 %

Tableau 3

## HACIENDA DE QUINTOS

à Dos Hermanas, à 1 lieue et demie de Séville  
 au XVIIIe siècle = 193 ha d'oliviers, plus céréales et pâturages

<u>bilan monétaire</u> : profit "monétaire" (bénéfices / dépenses)		<u>bilan d'exploitation</u> : profit (bénéfices / dépenses)	
1730-1734	46.3 %	1730-1734	55.5 %
1735-1739	31.1 %	1735-1739	38.9 %
1740-1744	109.3 %	1740-1744	116.7 %
1745-1749	69.2 %	1745-1749	80.4 %
1750-1753	98.3 %	1750-1753	108.6 %
Moyenne annuelle	63.1 %	Moyenne annuelle	67.7 %

Ventilation de la dépense totale (en %)

	SALAIRES	INVESTISSE- MENTS	ADMINISTRA- TION	PRELEVEMENTS		
				Dîmes	impôts	total
1730-1734	70.1	5.6	12.8	8.9	2.2	11.1
1735-1739	69.2	4.5	17.8	8.8	4.0	12.0
1740-1744	68.5	4.7	14.7	14.8	4.9	19.7
1745-1749	55.9	0.5	14.0	11.8	6.4	18.2
1750-1753	68.2	0.9	12.5	11.7	7.0	18.7
Moyenne annuelle	58.1	3.4	14.3	9.5	4.4	13.9

Tableau 4

## CORTIJO LAS PILAS

Sur le territoire communal de Cordoue  
 au XVIIIe = 600 ha, dont 484 de céréales et 3 325 pieds d'oliviers  
 (en 1794)

Bilan monétaire : profit monétaire (bénéfices / dépenses)

1757	.....	26 %
1758	.....	25.5 %
1759	.....	65.5 %
1760	.....	31 %
1761	.....	57.5 %
Moyenne	.....	40.8 %
1780	.....	- 14.5 %
1781	.....	- 37.5 %
1782	.....	25 %
1783	.....	- 22.5 %
Moyenne	.....	- 1.6 %

Bilan d'exploitation : profit

1757	.....	49.0 %
1758	.....	18.1 %
1759	.....	19.4
1760	.....	22.6
1761	.....	16.2
Moyenne	.....	19.8 %
1780	.....	55.0
1781	.....	34.7
1782	.....	25.0
1783	.....	60.7
1784	.....	- 0.8
Moyenne	.....	43.2 %
Moyenne décennale	.....	35.3 %

Ventilation de la dépense totale (en %) moyenne quinquennale

	SALAIRES	INVESTISSE- MENTS	PRELEVEMENTS		
			Dîmes	impôts	total
1757-1761	35.0	6.2	56.4	0.19	56.6
1780-1784	27.7	10.5	57.57	0.06	57.6

Tableau 5

## LES QUATRE HACIENDAS DE FRANCISCO DURAN

Sur le territoire de Carmona, à quelques lieues de Séville (4 à 8) superficies inconnues, probablement moyennes entièrement plantées : d'oliviers (la plus grande partie) et d'arbres fruitiers.

Bilan d'exploitation octobre 1782 - février 1785

	DEPENSES	BENEFICES OU PERTES (en reales)	PROFIT (en %)
Buen Suceso et Torreblanca	49 688	+ 984	0.19
El Alamillo	30 871	+ 929	3.00
Santa Maria	41 623	- 27 645	- 66.41
TOTAL	122 182	- 25 732	- 21.06

Ventilation de la dépense totale (en %)

	FRAIS DE CULTURE		INVESTISSE- MENTS	PRELEVEMENTS		
	salaires	autres		dîmes	impôts	total
Buen Suceso et Torreblanca	61.8	15.3	1.8	5.7	15.3	21.1
El Alamillo	47.5	30.2	5.4	9.1	7.8	16.9
Santa Maria	63.3	26.2	3.5	0.5	9.6	10.1
moyenne	58.6	22.7	3.3	4.8	11.5	16.3

Tableau 6

## CORTIJO MARISCALA

à Trebugena, à environ 2 lieues de Jerez  
 superficie inconnue, sûrement quelques centaines d'hectares.  
 bilan monétaire (très proche du bilan d'exploitation)

profit = bénéfices / dépenses : (en %)

	HUILE	GRAINS	ELEVAGE	DIVERS	ENSEMBLE
1872-1873	93	- 25	64	127	0.56
1873-1874	109	4.4	140	19.9	29.9
1874-1875	162	44.3	66.6	- 50.5	46.7
1875-1876	- 1	39.6	46.9	51	40.5
moyenne	89	12	73	21	29.3

profit = bénéfice / capital : (en %)

1872-1873	0.2
1873-1874	11.5
1874-1875	17.2
1875-1876	12.2
moyenne	11.0

Part des salaires dans la dépense totale (en %)

1872-1873	63
1873-1874	44
1874-1875	39
1875-1876	49
moyenne	48.7

## DISCUSSION

M. Gascon : Quels ont été les effets de l'expansion coloniale, du marché américain, sur l'agriculture et les grands domaines andalous ? Elle n'a pas entraîné de modification de structure, d'après les exemples donnés par M. Ponsot.

M. Ponsot : Je n'ai pas voulu faire une étude de conjoncture. Sous l'Antiquité la Bétique exportait de l'huile en grosse quantité. On a vu que le propriétaire de la hacienda Santillan, au XIVe, envoyait son huile, et celle de ses clients, puisqu'il était aussi marchand, en Flandres. Le peuplement de l'Amérique a ajouté un nouveau débouché, insuffisant pour bouleverser les structures de l'agriculture, mais qui a tout de même entraîné l'extension des oliviers et des vignes, sans atteindre la spécialisation. "Mariscalá", au XIXe, fournit les mêmes quatre produits que "Santillan" au XIVe. Mais "Quintos" se concentrait sur l'huile, depuis le XVIe probablement.

M. Léon : Une de mes étudiantes travaille sur un domaine andalou au XXe, de 2 500 ha ; les bénéfices nets sont de 7 à 8 %, ceux des grandes firmes actuelles (Péchiney, Le Creusot) de 5 à 6 %. Les profits que vous calculez sont énormes, dépassant parfois 100 %. Mais sont-ils bien des "profits" au sens comptable actuel ? Vous avez en somme des "comptes de la ménagère", pas une comptabilité comme on l'entend maintenant. Vos domaines tournent sans capital.

M. Carrier : Les seuls résultats comparables à ceux des comptabilités contemporaines sont les chiffres de Mariscalá.

M. Ponsot : J'appelle profit d'exploitation, ou perte, le résultat d'une année d'activité avec un capital d'exploitation donné. Ces domaines produisant en partie

pour le marché et utilisant un fond de roulement, même minime, ont nécessairement un bénéfice ou un déficit, donc un profit. Des taux de profit en agriculture à l'époque moderne ne sont pas comparables à ceux de grosses firmes industrielles contemporaines. Les bénéfices sont énormes certaines années mais compensés par de grosses pertes en d'autres années. Le profit, sa courbe, est en dent de scie. Je n'ai pas donné dans mon exposé de moyennes sur de longues durées, sauf Quintos (sur 23 ans) Elles seraient naturellement plus basses que les taux indiqués.

M. Gascon : au XVIe les négociants réalisent des bénéfices énormes sur des opérations, parce qu'ils savent qu'ils risquent de perdre gros peu après - 200 et 300 % ne sont pas exceptionnels.

M. Léon : Nous sommes en effet dans des économies différentes, avec des termes comptables qui ont d'autres sens.

M. Lorcin : même à l'époque contemporaine, les taux de profit sont très différents dans les grosses entreprises sidérurgiques et dans les petites.

M. Sabatier : la dîme est un gros prélèvement, notamment à Pilas. A qui va-t-elle ? Est-elle souvent inféodée ?

M. Ponsot : En Andalousie, rarement, mais c'est tout de même le cas pour de grands nobles dans certains de leurs villages. Le roi a partout les 2/9 (les Tercias reales).

M. Sheridan : la part des salaires est faible à Las Pilas.

M. Ponsot : les données des livres de compte de Pilas sont certainement incomplètes. Il devait y avoir des salaires en nature non comptabilisés. Ou bien, s'agissant d'un Hôpital, peut-être obtenait-il des travaux à prix inférieurs à ceux du marché.

M. Merley : les cas présentés sont tous en exploitation directe. Cela peut expliquer un profit élevé : pas de fermage à payer. Dans le Massif Central au XIXe le

profit est nettement inférieur à celui de Mariscalá.

M. Ponsot : c'est exact. C'est grâce à cette circonstance que nous avons des comptes : le fermier, lui, n'en tient pas. Mais nous saisissons le domaine dans des conditions pas tout à fait courantes, sans être exceptionnelles. De plus il s'agit de périodes fortes : par exemple le duc de Medinaceli a voulu cultiver lui-même Quintos en 1730 parce qu'il savait que son fermier avait gagné beaucoup les années précédentes.

Mme Lorcin : y a-t-il une relation entre le poids des salaires et le choix du système d'exploitation, directe ou en fermage ? Quel est le régime des baux ?

M. Ponsot : On afferme dès que les coûts montent, que les profits s'amenuisent. Mais les baux sont courts : 3 à 5 ans, et permettent donc au propriétaire de suivre, par sa rente, la hausse du profit en bonne période.

M. Merley : vous avez raison de calculer un profit d'exploitation lorsque le capital fixe est gelé. C'est le capital mobile qui compte alors, et il peut rapporter des profits énormes.

M. Peyrot : Tout de même, le capital fixe s'accroît, ne serait-ce que par l'achat de matériel qui améliore l'exploitation. Le propriétaire en profite, avec décalage, par la hausse de la rente, même s'il ne peut réaliser son capital, puisque la terre est amortie.

M. Bonnin : Dans les investissements, l'achat de matériel, une partie ne fait qu'entretenir le capital en remplaçant ce qui s'use. Il faudrait pouvoir distinguer les investissements vraiment améliorants.

M. Sabatier : quelle part les étrangers ont-ils dans cette agriculture ?

M. Ponsot : très faible. Les Gênois, au Bas Moyen-Âge et au XVI<sup>e</sup>, les autres européens au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, se cantonnent dans le commerce, sauf ceux qui s'hispanisent. Ils achètent peu de terre, et plutôt pour se situer socialement,

et pour leur commodité (résidence d'été), que comme une recherche de profit. Les fermiers sont Espagnols, et forment souvent de véritables dynasties. Le fermier-général, du genre de celui décrit par Serge Dontenwill (voir Bulletin n° 4 - année 1974) est rare en Andalousie.

---